

Shoup, Laurence H. and Minter, William, *Imperial Brain Trust, The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977, 334 p.

Jean-René Chotard

Volume 9, Number 4, 1978

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700901ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700901ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chotard, J.-R. (1978). Review of [Shoup, Laurence H. and Minter, William, *Imperial Brain Trust, The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977, 334 p.] *Études internationales*, 9(4), 571–572. <https://doi.org/10.7202/700901ar>

l'élaboration théorique et la philosophie de la science. Dans un dernier chapitre, l'auteur examine la possibilité d'échanges scientifiques entre la Chine et les États-Unis. Soulignant l'importance de la politique chinoise et surtout l'orientation du leadership aussi bien que l'évolution du contexte international, il conclut que la perspective immédiate demeure relativement pauvre et qu'aucune transformation rapide de cette situation semble probable. Il souligne toutefois, qu'une modification importante de la politique américaine à l'égard de la Chine pourrait donner un élan important aux échanges dans le domaine de la science appliquée. Les événements récents, par contre, semblent indiquer que l'appréciation de l'auteur est probablement trop conservatrice. La réorientation de la politique domestique chinoise s'accompagne d'une ouverture vers le monde sans précédent depuis l'établissement de la République populaire en 1949.

William BADOUR

*Département de science politique,
Université d'Ottawa*

SHOUP, Laurence H. and MINTER, William, *Imperial Brain Trust, The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977, 334p.

Sous ce titre, l'ouvrage contient l'étude de ce que l'on peut appeler communément le pouvoir des classes dirigeantes. Mais l'intérêt du sujet est grandi par le fait qu'il s'agit du Council on Foreign Relations et de son rôle aux États-Unis. Influent, mais très discret, cet organisme, qui siège à New York, n'avait pas jusqu'à présent, fait l'objet d'une recherche approfondie. Le livre comble donc une importante lacune.

Dans une première partie, il est traité de la formation du Conseil. Après le premier conflit mondial, celui-ci émane d'un ensemble de milieux soucieux de politique étrangère et concernés par la place que les États-Unis doivent y tenir. À partir de 1927, le Conseil lance des programmes de recherches afin de définir des orientations diplomatiques, mais c'est avec les innovations du New Deal qu'il acquiert un statut moins officieux. À ce moment, il obtient son premier succès en contribuant à l'abandon de l'isolationisme et il parvient en même temps au stade institutionnel qu'il conserve depuis.

Le Council on Foreign Relations groupe quelque 1200 personnes qui représentent le monde des affaires, les universités et le gouvernement. Par leurs fortunes, leurs compétences et leurs responsabilités, elles forment un pôle dirigeant, sensible aux intérêts américains dans le contexte international. Les auteurs montrent d'ailleurs de quels intérêts il s'agit en établissant que la représentation des milieux financiers est largement majoritaire. Successivement, deux conglomérats fameux y remplissent une fonction décisive : la banque Morgan, jusqu'aux années 1930, et la famille Rockefeller depuis... Cette particularité explique que le Conseil ne fait face à aucun problème financier...

Les membres se réunissent périodiquement mais le bureau dirigeant organise des groupes de recherches particuliers, recourt à des conférenciers, consulte les spécialistes de tout domaine auquel l'assemblée s'intéresse. Sur les questions importantes, certains comités rédigent des rapports qui sont généralement acheminés au Département d'État et à la Présidence. Quelques-uns feront même l'objet de publication sous forme de livres destinés à informer, et influencer, un public de classes moyennes, tel le volume de H. Kissinger *Nuclear Weapons and Foreign Policy* en 1962. Mais l'importance du Council on Foreign Relations se traduit en des formes plus concrètes. Les dirigeants des grands

media sont liés à lui et plusieurs membres du Conseil siègent comme responsables dans des organisations telles : la *Brooking Institution*, la *Rand Corporation*, l'*Institute for Defense Analysis*, etc. Enfin, tous les directeurs de la CIA en ont été membres. Ainsi se dessine un réseau complexe, puissant et souple où entrent en contact les dirigeants des sociétés multinationales, les universitaires prestigieux et les responsables de la politique.

La pleine influence du Conseil commence avec la Deuxième Guerre mondiale. Dès 1939, en liaison avec le Département d'État, il met en place des comités chargés d'étudier les problèmes de la guerre. Ainsi sont définis à la fois les intérêts américains comme puissance mondiale et la nécessité de briser le Japon et l'Allemagne, puissances concurrentes. Mais l'organisation du monde après la guerre retient davantage les soins du Conseil. Le rôle et le poids des puissances vaincues sont fixés dans ses comités, qui préparent aussi le schéma des grands organismes mondiaux d'après 1945 : Fonds Monétaire International, et même, la charte des Nations unies. L'attitude à adopter vis-à-vis de l'Union soviétique fait l'objet d'analyses similaires et la stratégie de la guerre froide provient en bonne part des conclusions retenues par les membres du Conseil.

Pour la période des trente dernières années, les auteurs examinent un certain nombre de cas spécifiques où l'influence du Conseil fut déterminante, mais ils s'attardent sur l'Asie du Sud-Est. À propos du Viêt-nam, ils montrent qu'un consensus s'établit au Council on Foreign Relations pour endiguer la poussée viet-cong, par tous les moyens. L'escalade de la guerre est donc envisagée et décidée, à la fois, par le gouvernement et par les élites américaines. Une rupture du consensus apparaît en 1967 et s'aggrave avec les conséquences militaires de l'offensive du Têt. L'un des nombreux mérites de l'ouvrage est de montrer comment ce débat qui agite les cercles influents des États-Unis prolonge les divi-

sions de l'opinion publique et aboutit à une révision complète de la politique poursuivie jusqu'alors.

Le dernier chapitre aborde les problèmes que se pose actuellement le Council on Foreign Relations. Les États-Unis, première puissance mondiale, font face, depuis la fin des années 1960, à des phénomènes nouveaux qui exigent des réajustements pour que soit préservée l'hégémonie américaine. Pour analyser ces réalités neuves, et pour leur apporter des solutions, un nouvel organisme, issu du Conseil a été formé. C'est la Commission trilatérale dont le but est d'associer les élites des pays industrialisés à la définition et à la mise en place d'un nouvel ordre mondial. Comme son directeur, M. Z. Brzezinski, est aussi conseiller spécial du président J. Carter, il apparaît que le Council on Foreign Relations demeure aux États-Unis un organisme d'importance capitale. L'ouvrage de L.H. Shoup et W. Minter contient ainsi une étude historique qui se prolonge par une analyse de l'actualité ; à ces deux titres il mérite de retenir toute l'attention.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire,
Université de Sherbrooke*

2. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

TETT, Norman et CHADWICK, John, eds.
Professional Organizations in the Commonwealth, 2^e édition, Londres, Hutchinson & Co. for the Commonwealth Foundation, 1976, 584p. ISBN : 0-09-127240-8.

Dans cet ouvrage, Tett et Chadwick font l'énumération et la description sommaire des diverses associations professionnelles que l'on retrouve dans les pays-membres du Commonwealth. Les associations dénombrées sont d'abord classées par champs